

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

ARRONDISSEMENT D'EVRY

COMMUNE DE CHAMPCUEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE
CIRCULATION ALTERNEE ET STATIONNEMENT INTERDIT
1 rue du GAZON
Du 14 Mars au 11 Avril 2022

Le maire de la commune de Champcueil, (Essonne)

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route ,
Vu les arrêtés formant le règlement général de police de la commune,
Considérant **les travaux Enedis**, qui auront lieu du 14 Mars au 11 Avril 2022 inclus, de 8h00 à 18h00 sur la voie : rue du Gazon,
Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique aux alentours et sur son parcours,
Vu l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1 :

La circulation des véhicules sera alternée sur la voie suivante : 1 rue du Gazon et ce du 14 Mars au 11 Avril 2022 inclus.

Article 2 :

Pendant cette période, une seule voie de circulation sera maintenue et un sens de circulation alterné, régulé par des feux tricolores (ou manuellement), sera mis en place.

Article 3 :

Pendant cette même période, le stationnement des véhicules sera interdit dans les voies ou les parties de voies suivantes : 1 rue du Gazon.

Article 4 :

La signalisation de restriction et/ou de déviation le cas échéant sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise intervenante : Entreprise AZTP, rue de Bougainville Prolongée, 77550 Limoges-fourches.

Article 5 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Madame Le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Ballancourt-sur-Essonne et l'entreprise AZTP.

Fait à CHAMPCUEIL, le 07 Mars 2022

Le MAIRE,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter du présent affichage, le 07 Mars 2022.

